

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Arguments 7

Croissance et austérité

- Economie -

Date de mise en ligne : dimanche 23 septembre 2012

Démocratie & Socialisme

Dans son intervention télévisée du 9 septembre, François Hollande a précisé le « cap et le rythme » de sa politique : « Le cap c'est le redressement de la France. Le rythme c'est « l'agenda du redressement de deux ans ».

La séquence fixée par François Hollande est donc malheureusement la suivante : d'abord la rigueur, ensuite la relance.

Cette recette a échoué partout en Europe. Partout où les États appliquent cette politique ce n'est pas la croissance qui est au rendez-vous, mais la récession.

C'est le cas notamment de la Grèce, du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne que l'Union européenne a contraint à adopter de telles politiques. Les derniers chiffres de l'institut officiel de statistiques de l'Union européenne (baisse du taux de croissance du PIB entre le 2^{ème} trimestre 2011 et le 2^{ème} trimestre 2012) indiquent clairement l'ampleur des dégâts : - 6 % pour la Grèce ; - 3,3 % pour le Portugal ; - 2,5 % pour l'Italie ; - 1 % pour l'Espagne.

En France, Sarkozy prévoyait une croissance de 2,5 % en 2013, il avait ramené cette perspective à 1,7 % à la fin de son mandat. En mai 2012, François Hollande prévoyait une croissance de 1,2 % en 2013. Dans son intervention du 9 septembre, les perspectives de croissance n'étaient plus que de 0,8 %. Depuis, le « consensus des économistes » estime la croissance à 0,3 % en 2013.

Ces chiffres sont terribles. Il n'est possible de commencer à créer des emplois qu'avec une croissance d'au moins 1,5 %. Une croissance de 0,3 % annonce une perte supplémentaire de centaines de milliers d'emplois. Une diminution de 6 % du PIB implique, comme en Grèce, un chômage égal à 23 % de la population active.

Commencer par l'austérité (ou la rigueur, le terme importe peu) signifie enclencher un cercle vicieux redoutable.

1- Dette publique. 2- Mesures de rigueurs pour résorber la dette. 3- La demande intérieure diminuée. 4- Le PIB diminue ou stagne. 5- Les rentrées fiscales diminuent (impôts directs et TVA). 6- La dette publique augmente. 6- Un nouveau plan de rigueur est mis en place pour tenir le calendrier de réduction du déficit public. 7- La demande intérieure diminue de nouveau...

Ce cercle vicieux est d'autant plus redoutable que non seulement la demande intérieure des pays européens diminue mais qu'il en va de même pour leur demande extérieure. 60 % des échanges de la zone euro se font à l'intérieur de la zone euro et les politiques de rigueur y sont simultanées.

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) met en garde contre cette simultanéité des politiques de rigueur. Pour cet observatoire, une politique restrictive généralisée à l'ensemble des grands pays européens entraînerait une récession sévère : - 1,4 % en Allemagne ; - 3 % en France (comme en 2009) ; - 3,7 % en Italie ; - 3,2 % en Italie.

Non seulement les politiques d'austérité plongent l'Europe dans la stagnation ou la récession mais elles font atteindre des sommets aux dettes publiques des États européens.

La Grèce avait une dette publique de 113 % fin 2009, elle atteignait 165 % fin 2011. La dette irlandaise bondissait de 25 % du PIB fin 2007 à 108 % fin 2011. La dette espagnole de 37 % à 69 % dans le même temps. La dette

portugaise de 70 % à 107 %. La dette italienne de 105 à 120 %.

Il est donc nécessaire d'inverser l'ordre de la séquence : d'abord la croissance, ensuite la résorption de la dette publique. C'est ce que propose, de façon précise, la motion 3 : « Maintenant la gauche ! Le social au coeur ».